Nº 00236 du 26 au 30 mai 2025

zOOm

CHEDS
Savoir - Excellence - Sécurité
Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité

50 ans de la CEDEAO : entre volonté politique et fractures régionales ?

Le Zoom est un document hebdomadaire qui vise à donner un aperçu sur une thématique considérée comme tendance lourde dans la période couverte.

50 ans de la CEDEAO : Les chefs d'État réaffirment leur vision pour une région unie et prospère

À l'occasion du 50e anniversaire de la CEDEAO, célébré le 28 mai 2025 à Lagos, les chefs d'État et de gouvernement des États membres ont adopté une déclaration conjointe, réaffirmant leur engagement envers l'intégration régionale et le développement durable. Les dirigeants ouest-africains ont salué les progrès accomplis en cinq décennies tout en traçant une feuille de route ambitieuse pour relever les défis actuels et futurs. Ils ont reconnu les avancées significatives dans des domaines clés comme la paix et la sécurité, la démocratie, la libre circulation des personnes et des biens, et le développement socio-économique. Ces progrès ont fait de la CEDEAO un modèle d'intégration régionale en Afrique qui facilite les échanges commerciaux. Cependant, les dirigeants n'ont pas occulté les défis persistants : insécurité, terrorisme, extrémisme violent, insécurité alimentaire, changement climatique, chômage des jeunes, inégalités sociales, et rivalités géopolitiques. Ces enjeux, exacerbés par les bouleversements économiques mondiaux, nécessitent une réponse collective et coordonnée.

(Source : https://www.seneweb.com/news/Afrique/50-ans-de-la-cedeao-les-chefs-d-rsquo-et_n_471827.html)

CEDEAO/50e anniversaire : le président Omar Alieu Touray appelle à l'unité

Le président de la Commission, Omar Alieu Touray, a exhorté les États membres à faire preuve de courage et de vision pour construire une communauté plus unie et résiliente, dans un contexte marqué par des défis persistants. « La CEDEAO représente bien plus qu'une institution. Elle incarne l'engagement de nos États à œuvrer ensemble pour la paix, le développement et le progrès partagé », a souligné le président de la Commission, saluant les avancées réalisées dans la libre circulation des personnes, le commerce intrarégional, les infrastructures et le développement du capital humain. Reconnaissant les difficultés auxquelles fait face la sous-région – insécurité, changement climatique, coups d'État, pauvreté et inégalités – Omar Alieu Touray a insisté sur la nécessité d'approfondir la coopération : « nous devons bâtir une CEDEAO du peuple, où la paix, la prospérité et la justice ne sont pas de simples idéaux, mais une réalité vécue. »

(Source : https://trt.global/afrika-fran%C3%A7ais/article/5dceef2669a9)

Une organisation pionnière, mais une crise de légitimité

Aux yeux de Carlos Lopes, économiste bissau-guinéen, professeur à la Nelson Mandela School of Public Governance de l'Université du Cap, la CEDEAO « avait brillamment commencé son parcours, c'était le modèle le plus avancé d'intégration régionale en Afrique ». « La CEDEAO a été pionnière en matière de libre circulation des personnes, de levée des barrières frontalières et surtout d'intervention collective dans des contextes de crise sécuritaire, comme au Liberia et en Sierra Léone. » Mais aujourd'hui, elle traverse selon lui une grave crise de légitimité. « Au fil du temps, la CEDEAO a perdu en cohérence sur les grands dossiers politiques et désormais aussi économiques. Le projet de monnaie unique, par exemple, l'ECO, en est venu à symboliser la lente désintégration du consensus, poursuit Carlos Lopes. C'est une perte de cap ! Et cette perte de cap a conduit à une érosion progressive de la légitimité de la CEDEAO, amorcée dès le retrait de la Mauritanie, aujourd'hui aggravée par la défection ouverte de trois États : le Burkina Faso, le Niger et le Mali. C'est le moment vraiment pour que la CEDEAO puisse se relever. Ou bien, elle cessera, pas vraiment d'exister, mais de compter.»

(Source : https://www.rfi.fr/fr/afrique/20250528-cinquante-ans-apr%C3%A8s-sa-cr%C3%A9ation-quel-bilan-pour-la-c%C3%A9d%C3%A9ao)

La CEDEAO à 50 ans : le bloc régional peut-il survivre ?

Alors que la CEDEAO a célébré son jubilé d'or, les récentes crises politiques et les désillusions font peser une menace sur son avenir. Autrefois salué comme un modèle d'intégration régionale, le bloc est aux prises avec la fragmentation, les crises politiques et la désillusion croissante de ceux-là mêmes qu'il est censé servir. Au cours des quatre dernières années, elle a été mise à mal par de jeunes officiers militaires qui ont organisé des coups d'État dans la région du Sahel, entraînant des changements de gouvernement anticonstitutionnels. Depuis 2020, les gouvernements du Mali, de la Guinée, du Burkina Faso et du Niger ont tous été renversés par des coups d'État. Le point de basculement pour la CEDEAO s'est produit en juillet 2023, lorsque les soldats qui gardaient le président du Niger, Mohamed Bazoum, ont renversé leur chef et l'ont emprisonné. Pour tenter de renverser le putsch, les dirigeants de la CEDEAO ont lancé des ultimatums, imposé des sanctions économiques paralysantes et même menacé d'intervenir militairement, sans succès. Cela a finalement conduit à une rupture des relations entre les deux blocs. Mais le président de la Commission de la CEDEAO, Omar Alieu Touray, estime qu'il y a beaucoup à attendre. « Je sais que la population ouest-africaine est très favorable à la cohésion et à l'unité du bloc », indique-t-il. « Il peut y avoir des difficultés, mais elles ne sont pas insurmontables. Grâce au dialogue et à la collaboration, nous devrions être en mesure de résoudre certains de ces malentendus et de faire en sorte que notre région soit unie ».

(Source : https://www.bbc.com/afrique/articles/cy0kyzx4gpro)

Un besoin d'introspection urgent

Pour Lansana Kouyaté, ancien Premier ministre guinéen, également ex-secrétaire exécutif de l'organisation, la CEDEAO traverse un tournant critique de son histoire. Il appelle à une introspection sérieuse, débarrassée de toute langue de bois. « Il faut savoir où l'on en est, ce qui menace, afin de pouvoir réorienter ». « Trois pays ont pris leur décision. Peut-être qu'ils n'ont pas tort. Mais il faut s'asseoir et discuter », affirme-t-il, saluant toutefois les tentatives de médiation entreprises par la CEDEAO. À condition que les méthodes évoluent : « Ils sont partis, mais il n'est pas exclu qu'ils reviennent un jour, si la méthode change. » Face à la multiplication des coups d'État dans la région, Kouyaté rappelle que l'organisation ne manque pas d'outils juridiques pour y faire face. Il cite notamment le protocole additionnel au mécanisme de prévention des conflits, signé à Dakar. Mais il déplore l'application inégale des règles : « Il ne faut pas qu'il y ait deux poids, deux mesures. Cela crée toujours des problèmes. Il faut appliquer la même rigueur à tous les pays. » Alors que la CEDEAO cherche à se réinventer pour rester pertinente dans une région en pleine mutation, les propos de Lansana Kouyaté résonnent comme un avertissement. Un appel à renouer avec les principes fondateurs, mais aussi à se réformer, pour ne pas sombrer dans l'oubli ou l'indifférence.

(Source : https://www.ramatoulaye.com/index.php/politiques/3464-cedeao-a-la-croisee-des-chemins-depuis-lagos-lansana-kouyate-appelle-a-une-introspection-sans-complaisance)

Nb: le contenu des articles n'engage que leurs auteurs.